

# L'appel de Strasbourg des parlementaires socialistes français

\*\*\*

## « Plus d'Europe, de démocratie et de solidarité pour répondre aux défis migratoires et économiques »

*Les députés, sénateurs et eurodéputé-e-s socialistes se sont réunis mercredi 9 et jeudi 10 septembre 2015 à Strasbourg pour des journées europarlimentaires afin de définir une stratégie commune face aux défis politiques qui menacent la construction européenne. À l'issue de ces travaux, Bruno Le Roux, Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Didier Guillaume, Président du groupe socialiste au Sénat et Pervenche Berès, Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen ont lancé l'appel suivant.*

Deux défis majeurs appellent à un sursaut collectif, à une réorientation européenne, faute de quoi la construction européenne pourrait disparaître : l'afflux des réfugiés venus de la rive sud de la Méditerranée et des Balkans d'une part, le défi d'un nouveau modèle de développement économique d'autre part.

Ces deux sujets sont intimement liés car sans solidarité, il n'y aura pas de solution viable sur la durée. Sans relance économique, résorption du chômage et de la précarité, sans lutte contre le dérèglement climatique, il sera difficile de convaincre tous les Européens de faire preuve de solidarité à l'égard des femmes et des hommes qui fuient la guerre, les persécutions, la torture, le terrorisme.

Les scènes, dont nous sommes les témoins jour après jour, constituent un affront à l'humanité, à nos valeurs et à notre histoire. Les grands mouvements de « migrants » ne s'arrêteront pas et aucun dispositif de contrôle n'empêchera ces personnes de chercher ailleurs une vie possible.

Quelques principes doivent être martelés : tout individu a le droit de quitter son pays pour demander l'asile. C'est là non seulement un droit fondamental, mais aussi une obligation internationale.

Aujourd'hui, ceux qui sont des victimes dans leur pays sont obligés de risquer leur vie pour faire valoir leurs droits : parce que cette double peine est inadmissible, les parlementaires socialistes demandent à l'Europe de garantir des voies d'entrée sûres et légales pour les migrants et les demandeurs d'asile. Un système européen unifié d'asile et une politique migratoire commune, avec des règles communes, sont indispensables. Cette crise majeure est durable. L'Union européenne et tous les Etats européens doivent s'engager et s'organiser dans un effort massif, exceptionnel, d'aide aux réfugiés.

Car, c'est seulement dans la solidarité que l'Europe pourra faire face à ce défi : l'ouverture nécessaire de centres d'accueil en Italie et en Grèce notamment doit être soutenue par l'ensemble des Etats européens ; la répartition équitable et obligatoire des demandeurs d'asiles entre les Etats membres de l'Union est indispensable.

En Allemagne, un nombre record de 800 000 demandes d'asile est attendu pour cette année. Cette arrivée sans précédent de migrants constitue le plus grand défi pour ce pays depuis la chute du Mur de Berlin. Face à cette situation, l'Allemagne a autant besoin de la solidarité européenne, qu'avant l'été, la Grèce.

Il faut lutter avec force contre l'extrême-droite, qui utilise la peur comme fond de commerce et joue les illusionnistes en prétendant pouvoir établir des frontières nationales étanches, mais les politiques d'austérité ne faciliteront pas, non seulement dans les pays de l'Est, l'acceptation politique de l'accueil de milliers de migrants. Autant la solidarité européenne doit permettre de réduire la pression migratoire dans certains Etats, autant, pour permettre politiquement cette solidarité, des politiques de développement soutenable doivent voir le jour sur notre continent.

La réorientation européenne a déjà été amorcée. Nous avons obtenu le plan Juncker et ses 315 milliards d'euros dédiés à l'investissement sur 3 ans. La mesure de politique monétaire de rachats de 60 milliards d'euros dettes publiques et privées par la BCE va permettre à terme d'injecter plus de 1000 milliards d'euro et la baisse de l'euro a déjà considérablement renforcé son économie. Le refus d'une sortie de la Grèce de la zone euro grâce à l'engagement du Président de la République François Hollande qui a conduit une action déterminée et déterminante a permis de préserver l'intégrité de la zone euro. Et la mobilisation sans précédent autour de la COP 21 à Paris sont des éléments qui prouvent que le projet européen n'est pas mort et qu'il est nécessaire de le renforcer et la valoriser.

Les égoïsmes nationaux, exacerbés par un mode de décision intergouvernemental, rendent l'Union impotente. Face aux dérives qui menacent l'Europe, il est urgent de repenser la gouvernance économique européenne afin de faire vivre la démocratie et la solidarité. Les parlements nationaux et européen, chacun dans leur rôle, doivent y travailler ensemble

Ainsi, pour construire une Union économique et monétaire plus solide et retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi, il faut corriger ses défauts d'origine et ceux accumulés dans la gestion de la crise :

- nous voulons une analyse globale de la situation économique : la gouvernance économique de la zone euro ne peut pas se baser sur l'analyse de 19 politiques économiques nationales, étudiées séparément les unes des autres, alors que les divergences entre elles s'accroissent ;

- ensuite, il faut se donner les moyens de construire l'avenir en remettant en cause les règles budgétaires contre productives qui limitent les investissements publics et privés d'avenir. Il est temps de créer, au sein de l'Union européenne, au delà du Plan d'investissement dit Juncker que nous avons obtenu, les conditions favorables à la relance de l'investissement afin de faire face aux défis de la transition écologique, du numérique, et de l'emploi ;

- la zone euro doit aussi impérativement se doter d'un mécanisme démocratique de gestion de la dette et abandonner la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, FMI). Le FMI n'a pas à gérer les crises en Europe, c'est à nous de le faire. Pour remplacer Troïka et FMI, il faut transformer le mécanisme européen de stabilité (MES) en un véritable Fonds monétaire européen. Cependant, changer l'instrument ne suffit pas, il faut aussi changer de remède : les désormais fameux « programmes d'ajustement » n'ont pas fait leurs preuves, ni du point de vue de la dette, ni du point de vue de la croissance, encore moins en matière sociale ;

- la question de la dette, dont le caractère insoutenable est largement reconnu doit être traitée de manière lucide et solidaire ;

- par ailleurs, il faut clarifier la notion de « réformes structurelles », qui sont trop souvent synonymes de dérégulation du droit du travail et de baisse des salaires. Pour nous, une bonne réforme structurelle doit avoir des effets sociaux, environnementaux et économiques positifs pour l'ensemble des Européens ;

- il est nécessaire d'arriver à plus d'harmonisation sociale au niveau européen. Les valeurs sociales sont au cœur du projet européen qui se doit d'être un espace de paix, solidarité et progrès.

- enfin, l'Europe a besoin de plus de démocratie, avec un renforcement du rôle du Parlement européen, des parlements nationaux et des citoyens dans la gouvernance économique ; elle a besoin de plus de convergence fiscale ; de plus de solidarité, avec l'ajout d'un pilier social fort ; de plus de budget, avec des ressources propres.

Migrations, chômage, inégalités : dans ce moment historique, pour sauver l'Europe et l'empêcher de se fracasser définitivement sur le mur des égoïsmes nationaux, nous appelons les chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que le président de la Commission européenne, à se saisir rapidement de ces propositions. Nous soutenons François Hollande qui a annoncé lors de son allocution du 14 juillet une initiative européenne destinée à renforcer la cohésion de la zone euro et à aller plus loin dans l'intégration économique et budgétaire. L'action des parlementaires socialistes français doit aujourd'hui nourrir et accompagner cet engagement.